



Angoulême, le 08 Septembre 2011

FORCE OUVRIERE A DEMANDE LA TENUE URGENTE D'UN CCE EXTRAORDINAIRE

En ces jours de rentrée, Schneider Electric est mis en avant, tant au sein de la presse écrite que des médias audiovisuels sur 2 thèmes :

- Un premier dossier polémique ayant pour origine d'éventuelles "délocalisations humaines" de membres du COMEX.
- Un deuxième dossier sur le « potentiel » non renouvellement de 1600 postes intérimaires en France (dont 600 en cours)

A ce jour, tenant compte du peu d'informations factuelles en notre possession, l'analyse et la position de **FORCE OUVRIERE** sont les suivantes:

Deux sujets sont abordés :

1 / Le déménagement de la famille de Mr JP Tricoire en Chine :

Sur ce sujet nous n'avons peu ou pas de commentaires à faire. Le lieu d'habitation du PDG et de sa famille est du domaine privé. Mais certes, le positionnement de la Direction de la stratégie et innovation en Asie peut amener des questions...

En revanche, ce qui est extrêmement important à nos yeux : c'est que **le siège social de Schneider Electric reste bien localisé en France !!**

2 / La « suppression », d'après la presse, de 1000 emplois intérimaires en France.

Devant cette cacophonie, nous avons rapidement réagi en demandant la tenue d'un CCE exceptionnel dans les plus brefs délais.

La Direction n'a pas attendu les demandes officielles, a anticipé et a déclenché un CCE exceptionnel pour le 13 Septembre 2011 en présence de Mr ABBAL, président du pays FRANCE.

- Nous y aborderons les sujets préoccupants des résultats financiers, de la situation économique internationale, nationale et de l'emploi en France.
- Nous demanderons à la Direction plus de transparence par rapport aux dires des journalistes.

Pour FORCE OUVRIERE, la conjoncture, jusqu'à présent favorable, devait permettre des recrutements massifs dans plusieurs sites en France, notamment Les Agriers (voir tract FO du 1^{er} Sept. 2011).

Nous attendons des explications sur les impacts économiques et humains des réductions de stock décidées par la Direction. Quant aux impacts de potentielles délocalisations de productions, nous comptons dire à la direction que le « rebalancing » peut se faire aussi vers la France, vers des sites en difficultés (Dijon, Bourguebus par ex.).

Dès la tenue de ce CCE et éclaircissements sur ce dossier, l'équipe FORCE OUVRIERE reste à votre disposition et ne manquera pas de vous informer.